

LA LIBRE

04.10.17

Épinglé

Avocats francophones contre la scission

Bâtonnier. L'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles est opposé à la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, a indiqué lundi son bâtonnier, Jean-Pierre Buyle. L'institution prône le dédoublement des tribunaux dans l'intérêt des justiciables. La scission "supprimerait le droit pour les 150 000 justiciables francophones établis dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde, d'agir en justice, dans leur langue, tant comme demandeurs que comme défendeurs, alors qu'ils peuvent le faire à l'heure actuelle", estime Jean-Pierre Buyle qui souligne une contradiction avec les normes juridiques supranationales, entre autres la Convention européenne des droits de l'homme. "Ce sont les principes du droit à un procès équitable et des droits de la défense qui sont en jeu et non pas une simple question de langue des magistrats", a rappelé l'Ordre. Par ailleurs, la scission de BHV judiciaire irait à contre-courant de la volonté du ministre de la Justice de limiter le nombre d'arrondissements judiciaires afin d'améliorer leur fonctionnement et de réaliser des économies, note le bâtonnier. Elle provoquerait également "une concurrence juridico-linguistique au niveau de la localisation des investissements des sièges sociaux" ainsi que d'importantes difficultés fonctionnelles au sein des parquets francophones et néerlandophones bruxellois. L'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles prône dès lors le dédoublement des tribunaux "en un tribunal francophone et néerlandophone qui seraient l'un et l'autre compétents pour le ressort de l'actuel arrondissement judiciaire, soit sur l'intégralité du territoire de l'arrondissement" afin de permettre à chaque justiciable d'être jugé dans sa propre langue.

SUIVEZ L'ACTU

Suivez pas à pas le déroulement des négociations sur le site de "La Libre".



Jusque tard hier soir, des propositions et contre-propositions sur la scission de BHV judiciaire tombent.

BHV : nuit difficile

► La réunion à huit partis n'a pu vraiment démarrer que vers 22h40 hier soir.

► Elio Di Rupo espérait trouver un accord sur le volet judiciaire de BHV.

Cela discutait toujours, hier soir. Après une première tentative, Elio Di Rupo n'a pu débiter la séance plénière que peu après 22 h 30. Rappel pour ceux qui auraient décroché, les huit partis négociant l'accord institutionnel étaient toujours empêtrés, lundi, dans le dossier BHV. Si libéraux, socialistes, sociaux-chrétiens-humanistes et écologistes flamands comme francophones avaient crié victoire il y a quelques jours suite à un accord intervenu au sujet du fameux arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, il leur faudrait admettre qu'ils avaient été un peu vite en besogne, emportés sans doute par une dynamique d'accord que l'on n'avait jamais connue depuis les élections de juin 2010. Le volet électoral du compromis BHV semble tenir la route, mais celui qui concerne l'arrondissement judiciaire a mobilisé les huit partis et le formateur

pendant cinq jours entiers. La ligne de fracture entre francophones et flamands (surtout le CD&V) étant très profonde.

En résumé, les MR, PS, CDH, Ecolo veulent le maintien du droit des francophones d'être jugés (au civil; le justiciable ayant le choix des langues au pénal) dans leur langue. Pour ce faire, ils proposent un dédoublement des juridictions – une bilingue pour Bruxelles, une néerlandophone pour HV, avec la possibilité pour les justiciables d'être renvoyés devant des tribunaux francophones à Bruxelles, voire devant des magistrats francophones siégeant en territoire flamand. Deux idées rejetées hier encore par le CD&V dont le bureau politique a livré la proposition suivante : la possibilité pour les francophones de Hal-Vilvorde d'être aidés par des traducteurs. Cette formule étant à intégrer dans les droits de la défense. Pour le parti de Wouter Beke, en Flandre, la justice doit être rendue en néerlandais. La scission doit être "propre".

Les francophones ne veulent évidemment pas de ce schéma, le MR en tête. Selon certaines sources, Elio Di Rupo a usé de ses talents de "pédagogue" pour convaincre Wouter Beke qui, en cours de journée, a fait savoir qu'il souhaitait retourner vers ses troupes (le ministre-Président Kris Peeters surtout) avant

d'avancer l'agenda des partis. Car d'habitude, les partis se tournent vers la justice pour les contrats. Des questions de droit, le CD&V a un accès au monde des affaires, un observatoire des affaires, cause de droits de justice. Tardivement, la recherche de la scission des francophones n'avait pas de sens. En cas de scission, le ressort de la forme après. L'et bouc